



Auvergne-Rhône-Alpes

Attestation politique

En application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020
prescrivant les mesures générales
nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans
le cadre de l'état d'urgence
sanitaire, dans sa rédaction issue du décret n°2021-384

Je soussigné(e),

Mme/M. :

Né(e) le :

Demeurant :

Certifie que mon déplacement est lié au motif suivant, autorisé par l'article 3 II du décret n°2020-1310 du 29 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, qui autorise les « manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure » pour lesquelles leurs organisateurs ont adressé à l'autorité administrative compétente « une déclaration contenant les mentions prévues à l'article L. 211-2 du même code, en y précisant, en outre, les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions de l'article 1er du présent décret » et l'article 4 I-7°° prévoyant une dérogation pour « participation à des rassemblements, réunions...sur la voie publique...qui ne sont pas interdits en application de l'article 3 ». L'article 4 II bis précise qu'il n'y a pas de limitation de distance pour se rendre à une manifestation (ni de département). Déplacement dérogatoire afin de participer à la manifestation puis revenir à mon domicile, manifestation qui a été déclarée au **préfet de la Haute-Loire par la Confédération Paysanne AuRA.**

comme devant se dérouler dans le respect des gestes barrières du **22 Mai à 12h au 24 Mai 2021 à 19h.**

depuis (lieu) **Saint-Hostien (43)**

organisée par...**Confédération Paysanne AuRA.**

Fait à :

Le à (heure de départ du domicile)

Signature :

NB : le Conseil d'Etat a rappelé que le modèle d'attestation sur le site du ministère était facultatif et qu'il est possible de remplir une attestation libre (CE 20 octobre 2020, n°440263 ; voir également CE 22 décembre 2020, n°439956).

Le juge des référés du Conseil d'Etat a jugé que le déplacement dérogatoire pour manifester était nécessairement inclus dans la possibilité de manifester organisée par l'article 3, sous réserve d'indiquer sur son attestation l'heure, le lieu ou l'itinéraire de la manifestation (ord. 21 novembre 2020 n°446629).

**RN 88
STOP
AU PROJET**

Lutte des sucs !